

Emmanuel Fauroux

anthropologue économiste

La forêt dans les systèmes de production ouest-malgaches

Dans les grands espaces de l'ouest malgache, où alternent, presque à l'infini, vastes savanes et forêts, tantôt denses, tantôt clairsemées, le système de production sakalava s'est lentement construit, depuis le début du XVII^e siècle, autour de l'élevage extensif des bœufs. De très faibles densités humaines favorisèrent l'épanouissement de cette activité. Les groupes d'éleveurs, après avoir conquis des espaces pastoraux nouveaux, laissaient une partie du groupe s'y installer durablement, pendant qu'une autre partie continuait la progression vers le nord moins peuplé, aux pâturages illimités.

Ce système portait sans doute peu atteinte à l'environnement, notamment forestier¹, à peine entamé par les feux de brousse de fin de saison sèche et par des brûlis forestiers (*hatsake*²) suivis de très longues jachères qui permettaient à la végétation de se reconstituer en partie. Le contraste est grand avec la situation qui prévaut à la fin du XX^e siècle. Les hommes sont devenus trop nombreux pour des ressources qui s'avèrent plus fragiles qu'on ne l'imaginait autrefois. Les grands massifs forestiers du Menabe se sont constitués à une époque où l'humidité était plus forte qu'aujourd'hui. Ils se sont adaptés à des conditions de sécheresse devenues plus sévères, mais cet équilibre est précaire. Ce qui est détruit aujourd'hui ne pourra probablement plus jamais se reconstituer, même avec les longues jachères qu'on pratiquait autrefois et qu'on ne peut plus assurer.

¹ Une polémique scientifique porte sur l'origine, anthropique ou non, de certaines savanes très dégradées qui caractérisent notamment le sud du Menabe entre Manja et le Mangoky.

² *Hatsake* ou *tetik'ala* dans l'ouest malgache, *tavy* dans l'est et les hautes terres.

Il est évidemment important de comprendre comment une société naturellement assez protectrice de son environnement a pu participer activement à un désastre écologique dont l'ampleur n'a été freinée, tant bien que mal jusqu'à ce jour, que grâce à des interventions extérieures longues, lourdes et coûteuses³.

³ Notamment les interventions de la Coopération suisse avec en particulier deux institutions qui ont effectué un travail considérable, dans la région de Morondava : le Centre de formation professionnelle forestière et Sauvegarde et aménagement des forêts de la côte ouest.

Un lieu commun largement diffusé dans l'opinion publique, et même en milieu rural autochtone, attribue la responsabilité du désastre aux migrants et, parmi eux, plus particulièrement aux Tandroy qui, effectivement, sont souvent présents sur les fronts pionniers les plus actifs.

Les recherches effectuées dans le Menabe permettent de présenter une interprétation plus nuancée, montrant que les migrants constituent seulement le dernier maillon d'une longue chaîne. Par ailleurs, l'évolution malencontreuse de phénomènes indépendants a conduit la plupart des acteurs locaux à trouver leur intérêt à court terme dans la destruction de la forêt. Quelques constats importants méritent d'être mis en avant.

Premier constat, il existait, dans le système social sakalava, au temps où il contrôlait quasi exclusivement la région, un ensemble de représentations, d'attitudes, de règles qui codifiaient l'accès au milieu naturel, de façon à l'utiliser avec une certaine modération. Deuxième constat, des éléments de déséquilibre ont été progressivement introduits dans le système au cours du XX^e siècle. L'arrivée massive de migrants dans le sillage de la colonisation a conduit peu à peu à la fragilisation des systèmes de production locaux, dont la logique de fonctionnement reposait largement sur une gestion très extensive de l'espace. Par la même occasion, les Sakalava autochtones ont été progressivement dépossédés de la maîtrise de l'espace régional et les mécanismes autorégulateurs caractéristiques de leur société ont largement cessé de fonctionner. Enfin, dernier constat, les simples dysfonctionnements ont fini par basculer dans la crise ouverte sous la pression d'une série de facteurs aggravants :

- le maïs est devenu une culture de rente, le jeu du marché incitant les populations locales à produire toujours plus de maïs pour avoir toujours plus de bœufs ;
- les systèmes de production, sévèrement fragilisés, ne conservent un équilibre précaire que grâce à l'exploitation de la forêt ;
- les transformations internes de la société sakalava ont cassé la relative cohésion traditionnelle ; certains de ses membres ont pu ainsi être conduits à adopter des stratégies favorisant la déforestation, en contradiction avec les intérêts généraux des communautés dont ils font partie.

La nature, création de Zanahary, est, chez les Sakalava, associée à l'idée d'abondance : ses ressources sont illimitées, mais on doit en user avec modération comme de toutes les choses mises à notre disposition par le créateur. Dans des conditions normales, il n'y a donc pas lieu de redouter de pénurie : les espaces de l'ouest malgache s'étendent à l'infini, les cultures sur brûlis forestiers ou sur les berges des rivières offrent sans grands efforts des rendements spectaculaires. Chaque saison des pluies recharge le sol en limons fertiles ; la forêt brûlée se régénère au bout de quelques années ; les ressources de la cueillette compensent aisément les carences éventuelles de l'agriculture... Dans cette optique, il est incongru, voire outrepassant, pour l'homme d'intervenir dans le processus de création qui appartient à Zanahary et à lui seul. On n'a donc pas à planter des arbres, ni à chercher à seconder le créateur dans sa tâche. L'agriculture constitue la seule véritable exception à ce principe de non-intervention. On ne s'y livre — d'ailleurs avec modération — qu'en suivant l'exemple donné par les ancêtres, qui eux-mêmes, selon plusieurs mythes, n'ont eu cette audace que sur l'injonction directe de Zanahary (FAUROUX, 1997).

Dans l'espace sakalava ancien, les pâturages occupaient la place essentielle. Quand un pâturage ne convenait plus, on en cherchait un nouveau. De cette recherche dépendaient tous les autres choix du groupe : destination des migrations, alliances (ou guerres) avec les groupes rencontrés, mise en culture de nouveaux terroirs agricoles... Toute installation dans un nouveau lieu impliquait d'abord l'établissement d'alliances durables avec les divers esprits locaux, « maîtres de la terre » (traduction littérale du terme *tompontany*) Pour que leur présence soit légitime, les nouveaux arrivants devaient soit avoir l'accord explicite des *tompontany* en place (sanctionné par un sacrifice solennel), soit obtenir eux-mêmes une délégation de ce statut par l'accomplissement de rites comportant toujours le sacrifice sanglant d'un ou plusieurs bœufs et une invocation aux esprits possesseurs des lieux. Il convenait, par la suite, de respecter un certain nombre d'interdits et de tout faire pour éviter le mécontentement des esprits. Ce mécontentement pouvait s'exprimer de diverses manières : maladies des hommes et du bétail, malheurs successifs, rêves interprétés par les devins-guérisseurs... Il pouvait s'agir d'un simple rappel à l'ordre ou d'une injonction de départ impliquant la perte du statut de *tompontany*.

Contrairement aux idées largement diffusées, les droits d'appropriation du milieu naturel étaient alors très simples, mais s'exerçaient différemment selon qu'il s'agissait de terre, de forêt ou d'eau. Pour la terre, il exis-

L'accès aux ressources dans la société sakalava ancienne

**Les ressources
de la nature
sont illimitées**

**Des médiateurs
pour accéder
aux ressources
naturelles**

tait deux cas de figure, selon que des aménagements avaient été effectués ou non. Il existait un droit d'usage exclusif réservé aux membres du groupe *tompontany* et à ses alliés sur les espaces pastoraux et les cultures ne nécessitant pas d'aménagements importants. Les rizières aménagées, qui se sont multipliées à partir de la fin du XIX^e siècle, pouvaient faire l'objet de droits plus personnalisés au profit des personnes ou des groupes qui avaient pris l'initiative des aménagements ; ces droits ne duraient que tant que les aménagements étaient opérationnels et ne pouvaient être cédés qu'à d'autres membres du groupe ou à des tiers, mais seulement avec le consentement des membres du groupe.

⁴ La définition sakalava de la forêt semble assez différente de la définition européenne. Elle inclut l'idée de pénétration difficile (des plantations d'eucalyptus bien entretenues, au sol soigneusement nettoyé, ne constituent pas une forêt) et peut, à la rigueur, se passer d'arbres (des fourrés épais font parfaitement l'affaire).

La forêt⁴, domaine des esprits, n'était pas susceptible de véritable appropriation par les hommes qui, au mieux, pouvaient disposer d'un droit d'usage épisodique et modéré, pas forcément exclusif, dans les zones les plus proches de leur résidence principale.

Pour l'eau, il convenait de distinguer l'eau qui court qui n'est pas susceptible d'appropriation (on peut seulement, sous réserve de la réalisation de certains rites, la détourner temporairement, par exemple dans un canal d'irrigation) et l'eau stagnante : *ranovory* (petite mare servant à l'abreuvement du bétail), étang ou lac. La mare devient la propriété de celui qui, *tompontany* ou allié des *tompontany*, l'a aménagée pour son troupeau. L'étang ou le lac est très généralement contrôlé, dans le Menabe, par des *tompontany* spécialisés, les *tompondrano* (littéralement, les « maîtres de l'eau ») qui, à ma connaissance, sont toujours des Vazimba⁵ ou des gens qui ont reçu autrefois ce pouvoir de *tompondrano* vazimba. Ce contrôle s'exprime par le fait qu'aucune pêche ne peut être effectuée avant la cérémonie annuelle du *loandrano* qui marquait autrefois le moment où les eaux, à la fin de la saison des pluies, redevenaient claires.

⁵ Les Vazimba sont considérés comme les premiers habitants de Madagascar. Ils sont à la fois mythiques (personnages mystérieux, de très petite taille) et bien réels (villages vazimba étudiés par des équipes CNRE/Orstom)

La forêt échappe au contrôle des hommes

La forêt pouvait servir épisodiquement d'espace pastoral de complément, les bœufs appréciant tout particulièrement les feuilles (et parfois les fruits) de certains arbres. Mais elle constituait surtout une réserve très précieuse pour les villages et campements d'éleveurs. Réserve de nourriture, d'abord, grâce à la cueillette des fruits et des ignames sauvages, au piégeage des lémuriers, à la chasse aux sangliers... Réserve d'espace agricole, aussi, grâce au remarquable rendement du travail fourni sur les brûlis forestiers. Réserve surnaturelle, enfin, le voisinage de la forêt alimentant à l'infini les mythologies et les bestiaires imaginaires des populations locales, mais offrant aussi d'innombrables ressources aux pratiques magiques grâce aux plantes toxiques ou hallucinogènes. En cas de guerre ou d'attaque inopinée, la forêt offrait un refuge sûr, une cachette pour

les femmes, les enfants et le bétail. C'était aussi un lieu où l'on pouvait, en sécurité, dissimuler les bœufs volés. Pour les Vazimba vivant en bordure des étangs et des lacs, les forêts riveraines faisaient partie intégrante de leur espace social. Au temps où les pressions humaines étaient dérisoires, nul ne songeait à leur contester ce privilège.

Deux attitudes contradictoires semblent avoir été suscitées chez les Sakalava par ce statut à part de la forêt : respect et indifférence. Le respect qui s'imposait — et s'impose toujours — en présence de toute chose créée incite à une utilisation raisonnable sans gaspillage ni déperdition inutile. Un mauvais usage pourrait conduire les esprits à briser le pacte initial ou susciter du *havo*a (sorte de malédiction qui frappe ceux dont le comportement n'a pas strictement obéi aux règles fixées par les ancêtres). L'indifférence repose sans doute sur l'idée que l'homme ne peut jamais s'approprier vraiment la forêt. Au mieux, il peut devenir le dépositaire d'un droit d'usage limité dans le temps et dans l'espace.

La situation « traditionnelle » se présentait donc sous un jour favorable quant à la conservation de l'environnement et, notamment, de l'environnement forestier. Une faible charge animale, de faibles densités humaines, un faible enracinement au sol permettaient d'éviter toute utilisation excessive des ressources locales. Quelques risques existaient cependant : le recours systématique aux feux de savane avant les pluies, difficiles à contrôler après une sécheresse sévère, l'inévitable apparition de forces centripètes dans des espaces récemment ouverts et humanisés, peu éloignés de hautes terres depuis longtemps surpeuplées.

À la suite de diverses circonstances liées pour la plupart à la pénétration et à la généralisation des systèmes économiques et politiques mis en place avec la colonisation (SCHLEMMER, 1983 ; FAUROUX, 1975), toutes les données ont été profondément modifiées au cours du XX^e siècle.

On se limitera à l'étude des trois facteurs qui ont eu une importance décisive pour la gestion de l'environnement. Les migrations vers le Menabe, d'abord nombreuses, sont devenues massives, au point, dans les secteurs modernes de la vallée de la Morondava, de mettre les autochtones sakalava en minorité et de les déposséder progressivement de leur contrôle de l'espace régional. Les systèmes de production locaux, traditionnellement voués à l'extensivité, ont fini par se fragiliser mutuellement en tentant de se développer dans un espace qui n'a cessé de se restreindre.

Les bouleversements du XX^e siècle

Des migrations massives vers le Menabe

Les processus migratoires vers le royaume sakalava du Menabe, qui eut longtemps une réputation de terre d'accueil, sont anciens, souvent antérieurs à l'époque coloniale. Il suffisait, pour y être admis, d'établir une alliance formelle avec un *tompontany* et de reconnaître l'autorité du souverain. La colonisation a, d'emblée, éprouvé d'importants besoins de main-d'œuvre, à la fois pour créer les infrastructures nécessaires à la modernisation du pays et pour permettre le démarrage d'une colonisation agricole. Les Sakalava, assez riches en bœufs pour ne pas avoir besoin de misérables rémunérations, acceptèrent rarement de travailler pour les *vazaha* (les Européens). Il fallut donc favoriser l'accélération des anciens courants d'immigration et en créer de nouveaux qui ont surtout concerné les Tandroy, en provenance de l'extrême sud après la grande famine des années vingt. Ces divers groupes ne se sont pas insérés de la même façon dans la région.

Les Betsileo, dans l'ensemble, ont scrupuleusement respecté les règles traditionnelles d'alliance avec les *tompontany*. Ils y étaient obligés dans la mesure où, le plus souvent, ils cherchaient à créer des rizières dans d'anciens espaces pastoraux sakalava, mais ces alliances étaient fréquemment facilitées par la présence ancienne, sur place, de parents qui avaient eux-mêmes établi autrefois des alliances durables avec les autochtones sous la forme de multiples intermariages.

Les Korao sont surtout venus comme salariés des *vazaha*, soit, dans les premières années du siècle, pour construire la ville de Morondava et pour divers travaux publics, soit, plus tard, comme métayers ou journaliers sur les concessions de petite et moyenne colonisation, entre les deux guerres. Leur présence étant autorisée par le patron-*vazaha*, ils se sont souvent dispensés des modalités traditionnelles d'alliance avec les autochtones.

Les Tandroy se sont tantôt comportés comme les Korao, se contentant de l'autorisation accordée par les *vazaha*, tantôt comme les Betsileo en établissant, dans les règles, des alliances avec les Sakalava. Mais, à la différence des Betsileo, ils n'ont généralement pas recherché le voisinage immédiat des villages autochtones, préférant s'enfoncer loin dans la forêt pour y garder leurs bœufs, s'y livrer à des activités parfois clandestines (recol de bœufs volés) et, d'abord avec modération, ensuite avec une certaine fièvre, pour s'y livrer à la culture de maïs et d'arachide sur *hatsake*.

En résumé, les Betsileo se sont souvent retrouvés à proximité des villages sakalava dans des emplacements favorables à la riziculture, en relative harmonie avec les autochtones. Les Korao sont nombreux dans les zones aménagées et proches des grands axes routiers, même lorsque les colonisateurs en sont partis. Ils sont souvent en conflit avec les communautés

autochtones qui pensaient pouvoir récupérer, après le départ des Européens, les terres qui leur avaient été autrefois confisquées. Les Tandroy se sont enfoncés dans les forêts, loin des villages et des points d'eau. Dans leurs campements isolés, ils donnent souvent l'impression d'échapper à tout contrôle et d'abuser sciemment de l'aspect vague et évanescents des droits fonciers exercés par les Sakalava sur les parties les plus lointaines des zones forestières.

Les Sakalava du Menabe donnent souvent, surtout dans les zones « modernisées » de la plaine de la Morondava, l'impression d'avoir tout simplement cédé la place aux immigrants, suivant ainsi une vieille tradition remontant au temps où l'espace ne manquait pas. En cas de conflit, les pasteurs sakalava préféraient souvent partir au loin dans de nouveaux pâturages peu encombrés où certains de leurs parents ou alliés se trouvaient déjà. Les départs au loin sont toujours possibles, car de grands espaces relativement libres existent encore vers le nord. La technique la plus souvent choisie par les Sakalava consiste à laisser sur place une partie du groupe pour tenter de tirer profit d'une éventuelle rente foncière, tandis que les autres tentent leur chance dans de nouveaux pâturages au nord. Ainsi, aujourd'hui, dans la vallée de la Morondava, les Sakalava constituent à peine le tiers de la population rurale totale, alors qu'ils atteignent encore 60 ou 70 % dans des zones plus traditionnelles, comme la vallée de la Maharivo (FAUROUX, 1989).

Cependant, même quand ils restent, ils ont généralement du mal à faire respecter le statut de *tompontany* qui leur permettait autrefois de filtrer les migrations et de contrôler l'usage que les migrants font de l'espace. La règle du jeu, très ancienne et très respectée jusqu'à une date récente, qui imposait à l'immigrant récemment arrivé de rechercher l'alliance d'un *tompontany*, a subi diverses atteintes qui se sont aggravées avec le temps.

À la première génération déjà, les Korao, venus dans le Menabe pour travailler dans des concessions européennes, avaient eu tendance à estimer que l'autorisation des *vazaha* était suffisante, même après que ceux-ci sont partis. Souvent, les Tandroy, dans leurs forêts lointaines, à l'abri de tout contrôle régulier des autochtones, n'ont pas hésité à aller très au-delà des autorisations reçues, d'autant plus que les droits autochtones étaient rarement limités de façon claire.

De nouvelles générations de « migrants » sont nées sur place. Certains sont les enfants de parents « migrants » déjà nés sur place. Ils n'ont plus

La dépossession progressive des Sakalava

le sentiment qu'il est nécessaire d'accepter la tutelle de ceux qui s'auto-désignent comme les « vrais » *tompontany*. Selon eux, l'autorisation autrefois accordée à leurs parents n'a plus à être renouvelée. De plus, parmi les Korao plus récemment arrivés, beaucoup ont adopté le mot d'ordre largement diffusé dans les premières années du régime socialiste du président Ratsiraka : « La terre est à celui qui la cultive. » Ainsi, après six ou sept années de métayage, il leur arrive de cesser de payer la redevance et de considérer que la terre leur appartient désormais. Cette tendance à l'irrespect de droits fonciers pourtant relativement clairs s'est accompagnée d'un irrespect à peu près total des droits autochtones sur la forêt qui, eux, étaient beaucoup plus flous, voire inexistantes.

En fait, tout se passe désormais comme si la forêt n'appartenait à personne. On craint un peu les esprits qui l'habitent, mais pas au point de renoncer aux avantages qu'il pourrait y avoir à la défricher et divers talismans protecteurs peuvent rassurer tant bien que mal le contrevenant. On ne craint pas, non plus, les gardes-forestiers et les agents des Eaux et Forêts, faciles à corrompre et trop peu nombreux pour effectuer des contrôles efficaces.

La fragilisation des systèmes de production

⁶ Le cyclone Cynthia de février 1991 a détruit tout le système d'irrigation de la plaine de Morondava qui n'a pu être réhabilité qu'à la fin de 1996.

Le Menabe, que l'on perçut longtemps comme une sorte d'eldorado agricole et qui continue à attirer de nombreux migrants malgré de graves difficultés récentes⁶, n'a jamais justifié véritablement les espérances mises en lui.

La riziculture moderne, après de multiples déboires (dont le plus retentissant est la faillite, dans les années quatre-vingt, de la société qui devait prendre en charge la gestion des aménagements réalisés au début des années soixante-dix) a reçu, avec le cyclone Cynthia, un coup brutal qui ressemblait fort à un coup de grâce.

La riziculture paysanne, qu'elle soit *betsileo*, *korao* ou *sakalava*, a manifesté une assez belle vitalité en se montrant capable, année après année, d'assurer quasiment l'autoconsommation. Mais un examen attentif du fonctionnement de ces exploitations rizicoles montre que c'est la forêt qui assure l'élasticité du système en lui permettant de surmonter les difficultés passagères : les années où le riz et les cultures dites de *baiboho* (sur les berges des cours d'eau et dans les zones humides) donnent les résultats attendus, on a à peine recours à la forêt. Les années où ce résultat n'est pas atteint, on a systématiquement recours aux *hatsake* avec ou sans autorisation. En fait, ce ne sont pas les ignames sauvages (on leur préfère nettement le manioc), ni le miel (le rhum local à base de canne à

sucré fait le même effet que l'hydromel) qui manquent le plus quand la forêt a disparu, mais c'est la possibilité de produire, sans forte mobilisation de travail (la main-d'œuvre familiale suffit), le maïs nécessaire à l'autoconsommation quand commence la période de soudure pour le riz. Par ailleurs, les surplus permettent d'acquérir quelques bœufs.

Tous les groupes locaux, et surtout les Tandroy et les Sakalava, restent avant tout des éleveurs de bœufs, même si les difficultés actuelles les ont incités à se livrer à d'autres activités. Les Sakalava, de leur côté, ont un besoin pressant de reconstituer leurs troupeaux décimés dans les années quatre-vingt. L'élevage bovin a subi des difficultés en cascade depuis une vingtaine d'années : vols de bœufs effrénés au début des années quatre-vingt, effondrement de l'encadrement vétérinaire, réduction drastique des pâturages sous l'effet de l'extension des terroirs agricoles...

Tous ces systèmes de production se portent mutuellement tort : la riziculture moderne a privé d'eau une grande partie des rizières paysannes du delta (RAZAFIMANDIBY, 1990), l'agriculture permanente prive l'élevage bovin de ses meilleurs pâturages, les divagations des bovins alourdissent les coûts de l'agriculture en imposant la clôture des parcelles... Ces problèmes, légers quand la charge humaine est faible, deviennent insupportables quand les densités dépassent certains seuils et quand les difficultés d'origine climatique deviennent récurrentes, ce qui semble être le cas depuis quelques années. Les premières pluies, essentielles dans les systèmes locaux, semblent de plus en plus retardées ; quand les pluies surviennent enfin, elles prennent souvent l'allure de désastres (plusieurs cyclones d'importance historique ont sévèrement frappé la région au cours des dernières années).

En simplifiant à l'extrême, on peut retenir trois éléments dont les effets cumulés ont contribué à créer une situation de crise grave là où ne se manifestaient depuis longtemps que divers dysfonctionnements :

- la culture du maïs a cessé d'être essentiellement destinée à l'autosubsistance pour devenir une culture de rente ;
- les systèmes de production locaux ne conservent aujourd'hui un équilibre précaire que grâce à la large rémunération du travail agricole qu'apporte la culture du maïs sur brûlis forestier ;
- les transformations internes de la société sakalava l'incitent actuellement soit à favoriser les *hatsake* de migrants sur son propre territoire, soit à se livrer directement à des *hatsake* sakalava à des fins de commercialisation.

Des dysfonctionnements à la crise

Le maïs culture de rente

À partir de 1980, la demande de maïs a très fortement augmenté dans l'ouest malgache (TAILLADE, 1996; RÉAU, 1997). D'abord, parce que des collecteurs des hautes terres ont commencé à circuler dans la région pour approvisionner les marchés de Tananarive. Ensuite, surtout, avec l'apparition d'une forte demande émanant de l'île de la Réunion qui souhaitait développer son élevage porcin. Pour développer de façon significative la culture de maïs sur *hatsake*, certaines conditions devaient être remplies : libre accès à la forêt (cela excluait les forêts au nord de la Morondava, strictement contrôlées par les institutions liées à la coopération suisse), proximité d'un port d'embarquement, accès aisé pour les collecteurs... Le sud de la Kabatomena, où subsistaient d'importants ensembles forestiers malgré les destructions massives des années trente, n'était jusqu'alors accessible que cinq à six mois par an. La possibilité pour les collecteurs d'utiliser des « buggies » (rachetés à bas prix aux prospecteurs pétroliers qui avaient travaillé dans la zone jusqu'en 1986) a constitué l'innovation technique décisive qui a permis de généraliser les *hatsake*. Ces véhicules sont en effet dotés de roues gigantesques (plus de deux mètres de diamètre), qui permettent de traverser la Kabatomena en toute saison. Ils disposent d'une capacité de charge considérable (plusieurs dizaines de tonnes). Leur rusticité leur donne des possibilités d'accès beaucoup plus large que les traditionnels camions Mercedes qui ont besoin, au moins, de bonnes pistes charretières. Les collecteurs se sont donc organisés, ils ont placé, un peu partout en brousse, des « lieutenants » (TAILLADE, *op. cit.*) qui parcourent les fronts pionniers en donnant des avances aux défricheurs et en plaçant des *balantsy* — du français « balance » — pour regrouper les points de collecte. Cette organisation est d'autant plus efficace que les producteurs sont payés au comptant, à bon prix, en contraste total avec les sociétés d'État qui, quelques années auparavant, avant leur faillite, payaient par bons ou ne payaient pas du tout.

La zone ainsi ouverte aux défrichements massifs n'a cessé de s'agrandir au cours des dernières années. Selon TAILLADE (*op. cit.*), « on peut avancer sans grand risque d'erreur que ce sont près d'une dizaine de milliers d'hectares qui disparaissent chaque année entre Kabatomena et Maharivo ».

L'exploitation de la forêt

Ces systèmes, malgré des résultats modestes, assuraient l'autosubsistance des groupes locaux dans des conditions à peu près satisfaisantes. Certains surplus agricoles (riz ou maïs) pouvaient même être troqués contre des bœufs et contribuaient à augmenter peu à peu les troupeaux. Dans la situation actuelle, seule la forte rémunération du travail agricole par l'exploitation de la forêt permet à ces systèmes de fonctionner encore.

Comme a pu le dire récemment un expert de la Commission de l’océan Indien en visite dans le Bemaraha, « sans la destruction de la forêt, ces systèmes de production ne tiennent pas la route ». Les nouvelles conditions offertes par le marché ont conféré à l’activité de défriche-brûlis cet aspect fiévreux qui caractérise tous les booms.

Pour les migrants tandroy et korao, qui souhaitent accumuler aussi vite que possible le plus grand nombre de bœufs pour les ramener au pays et y trouver la reconnaissance sociale à laquelle ils aspirent, les possibilités offertes par la commercialisation du maïs sont providentielles. « En moyenne et selon les catégories de brûlis, un hectare de forêt détruite permet au défricheur d’acquérir un zébu. » (RÉAU, 1996).

Ces chiffres, valables pour le Menabe, semblent moins élevés dans le sud-ouest, entre Tuléar et le fleuve Mangoky, où il conviendrait peut-être de les diviser par deux (MILLEVILLE, *comm. pers.*). Mais, même dans ce cas, la conclusion de B. Réau reste pertinente : « Aucune autre activité ne permet à des paysans d’obtenir en si peu de temps et au prix du moindre effort un tel bénéfice. Si le maïs a été privilégié par les migrants sur les sols forestiers, c’est en raison de son exemplaire adaptabilité à la diversité des sols rencontrés, au régime des pluies (concentrées sur quatre mois), mais aussi à cause de sa productivité légendaire, et surtout parce qu’il constitue un débouché commercial immédiat, susceptible de laisser entrevoir rapidement l’accès à une accumulation en zébus. » (*ibid.*).

Quant aux « migrants de la faim », ils viennent provisoirement dans le Menabe lorsque la famine sévit dans l’extrême sud, le temps que les pluies reviennent et que leur système de production d’origine recommence à fonctionner correctement. Les forêts du Menabe constituent, de fait, une sorte d’appendice provisoire de ces systèmes dont elles permettent la survie malgré des conditions de fonctionnement infra-économiques.

Les Sakalava eux-mêmes ont été gagnés par la fièvre du maïs, contribuant ainsi à détruire avec ardeur ce qui constituait l’un des fondements de leur société et qu’ils entouraient d’un respect sincère d’ailleurs réglementé par la « tradition ». Les profondes transformations subies par la société sakalava depuis quelques dizaines d’années expliquent en grande partie ces anomalies.

En une centaine d’années, la société sakalava s’est profondément transformée, même si la continuité de certains traits apparaît évidente. Elle a dû renoncer à l’itinérance dont elle a, pourtant, conservé le goût, et les

Les transformations de la société sakalava

*Un système de production
en profond remaniement*

difficultés rencontrées par l'élevage bovin sont devenues suffisamment graves pour déclencher une crise du système lignager, incapable désormais d'assurer le bon fonctionnement de ses propres institutions.

Sous l'effet de divers facteurs (FAUROUX, 1975, 1989), dès la première moitié du XX^e siècle, les terroirs sakalava se sont sédentarisés autour d'aménagements rizicoles sommaires mais suffisants pour assurer la pérennité d'une riziculture sakalava permanente, devenue précieuse car elle permettait souvent d'acheter des bœufs. Cette situation a changé beaucoup de choses dans le rapport unissant les Sakalava à leur environnement naturel.

La sédentarisation a contribué à alourdir très fortement le poids sur le milieu d'une présence sakalava jusque-là remarquablement discrète. Afin de créer des pâturages permanents pour une population en augmentation, il a parfois fallu incendier délibérément la forêt pour en ouvrir l'accès aux bœufs. Les Sakalava, comme autrefois, ont continué à pratiquer les *hatsake* avec retenue, mais ces interventions ne peuvent plus avoir la même innocuité quand l'habitat se stabilise et quand c'est toujours la même forêt qui est agressée. La réduction de l'espace avec l'apparition de voisins migrants encombrants a donc obligé à revenir aux mêmes endroits sans que les délais de reconstitution de la forêt.

Le recours à la cueillette dans les forêts proches des villages sakalava est devenu de plus en plus systématique comme autrefois pour compenser les carences épisodiques de l'agriculture, mais aussi pour augmenter les revenus monétaires (vente de miel, de hérissons, d'ignames séchées...).

Les Sakalava, même drastiquement appauvris en bœufs, ne songent pas à changer d'activité. Bien au contraire, ils éprouvent de façon quasi obsessionnelle le désir de reconstituer leurs troupeaux car ils pensent que la cause principale de leurs malheurs actuels provient de la colère des ancêtres lignagers, mécontents de constater qu'on n'organise en leur honneur que des cérémonies médiocres (DELCROIX, 1994). Comme les migrants temporaires, ils sont, eux aussi, confrontés à la nécessité d'accumuler le plus grand nombre de bœufs dans les délais les plus rapides.

Par ailleurs, la crise de l'élevage a provoqué plus ou moins directement une perte de cohésion des sociétés lignagères autrefois fortement structurées autour du *Mpitoka hazomanga*, le chef lignager, l'aîné de la lignée aînée. Ce dernier, tenu de gérer la pauvreté, a perdu beaucoup de son prestige et de son autorité. Les nouveaux riches, les *mpañarivo*, se sont engouffrés dans ce vide du pouvoir lignager. Ils ont su (souvent

grâce à l'exercice d'activités clandestines plus ou moins directement liées aux vols de bœufs) conserver un troupeau important et s'en servir avec une générosité intéressée pour construire des réseaux de clientèle. À l'autre extrême, les jeunes, autrefois sécurisés par l'institution lignagère qui les prenait en charge jusqu'à un âge avancé, sont de plus en plus souvent en difficulté⁷.

Certains membres des communautés sakalava cherchent à bénéficier du boom du maïs. Ils le font principalement de deux manières, soit en favorisant la pénétration de migrants dans des forêts sakalava en vue, notamment, d'effectuer des prélèvements sur la production ainsi obtenue, soit en procédant à des *hatsake* pour leur propre compte.

Dans plusieurs cas, décrits par RÉAU (1997) et TAILLADE (1996), des *mpañarivo* se sont arrogés le droit de favoriser l'installation de migrants sur des forêts à défricher alors qu'ils n'y avaient aucun droit. En effet, aucune immatriculation n'avait été effectuée à leur nom ; la communauté n'avait pas été consultée ; l'accord, purement verbal, n'avait bénéficié d'aucune publicité. Le *mpañarivo* retire plusieurs avantages à agir ainsi. Les migrants (des Tandroy le plus souvent) sont conduits à lui fournir, à chaque récolte, un certain nombre de charrettes de maïs. Ils se comportent comme des métayers de fait. D'autre part, c'est aussi une bonne affaire pour le *mpañarivo* qui met sa communauté devant le fait accompli, de façon moins voyante et moins gênante pour lui que s'il procédait directement à la mise en valeur. Les pseudo-métayers migrants s'intègrent alors dans les rapports locaux de clientèle comme les dépendants « clients » du *mpañarivo*. Ils pourront lui rendre toutes sortes de services ; certains sont avouables (main-d'œuvre d'appoint rémunérée à bas prix pour des aménagements hydro-agricoles, grands travaux agricoles...), d'autres ne le sont pas (recel de bœufs volés, participation à des « expéditions » au bénéfice du « patron »).

La mauvaise humeur et la rancune des villageois, mécontents de voir une partie de « leur » forêt s'envoler en fumée sans profit pour eux, s'exercent ostensiblement à l'encontre des Tandroy qui en sont, incontestablement, les acteurs directs. Cela va rarement très loin car, d'une part, les Sakalava ont toujours redouté la pugnacité des Tandroy, connus pour leur dextérité dans le maniement de la sagaie et de la fronde, et, d'autre part, tous les villageois savent, au fond, que le *mpañarivo* est derrière tout cela. Il est trop puissant et on risque trop, dans un proche avenir, d'avoir besoin de lui pour l'attaquer de front.

TAILLADE (1996) donne deux exemples de *hatsake* de rente, un phénomène nouveau par son ampleur.

⁷ Nous avons pu observer de nombreux cas où, le lignage étant incapable de fournir les bœufs pour la circoncision de ses jeunes garçons, ceux-ci devaient se salarier comme bouviers. C'est le bœuf acquis par eux qui était alors sacrifié lors de la circoncision solennelle, dont la date est alors retardée, parfois jusqu'à l'âge adulte.

Une perte de cohésion de la société lignagère

De jeunes célibataires d'un village sakalava, afin de sortir de la pauvreté, ont entrepris de produire assez de maïs pour attirer les collecteurs. Ils se sont attaqués, sans l'autorisation de quiconque, à des forêts du voisinage déjà sévèrement mises à mal par des migrants. Ils ont gagné de l'argent, n'en ont pas fait part aux anciens de leur lignage et cherchent, autour d'eux, d'autres endroits pour continuer à agir ainsi.

Un segment de lignage sakalava, probablement mal à l'aise dans sa situation de dépendance lignagère, a conquis son autonomie en procédant au défrichage systématique d'une forêt proche en vue de livrer du maïs à un poste de collecte récemment installé. Les revenus et les bœufs acquis à cette occasion ont justifié la constitution d'une nouvelle unité de résidence qui va probablement évoluer vers la création d'une nouvelle unité cérémonielle.

Dans les deux cas, on ne voit poindre aucune réaction nette des autorités lignagères, sans doute soulagées par l'apparition de solutions pour une partie de leur groupe.

Les réactions des Sakalava

Une certaine xénophobie tend à se manifester, notamment contre les migrants tandroy et korao qui ont tout ce qu'il faut pour faire d'excellents boucs émissaires car il leur arrive d'être discourtois voire agressifs; ils sont souvent assez prospères pour susciter la jalousie et sont effectivement peu soucieux, dans l'ensemble, de faire semblant de respecter les interdits locaux. Dans tout le Menabe, on observe ainsi, depuis quinze ou vingt ans, un mouvement qui, par des moyens très divers, cherche à exalter la « sakalavité ».

Les esprits des rois sakalava, qui régnèrent jadis, parlent par l'intermédiaire des possédés *tromba*, notamment à proximité des tombes royales et des *zombe* où sont gardés leurs reliquaires (MAMPITOETSY, 1994). Ils expriment alors des reproches, parfois très sévères, contre leurs sujets devenus trop laxistes, incapables de faire respecter les règles qui, autrefois, permettaient au pays de conserver sa prospérité. Des associations explicitement sakalava se sont constituées au cours des dix dernières années à Morondava et dans les petites villes, où se regroupent des « intellectuels sakalava » (en fait, des fonctionnaires et des enseignants). Elles exaltent les « valeurs sakalava » et un passé historique glorieux. Des stratégies politiques relativement cohérentes visent à promouvoir localement des élus sakalava pour ne plus laisser, comme par le passé, la place entièrement libre aux politiciens locaux d'origine merina, betsileo ou antesaka.

Localement, des stratégies du même ordre font intervenir la « surnature » pour tenter une reprise en main. Après le désastreux cyclone Cynthia, les

migrants des environs de Mahabo ont été mis en demeure, au cours d'une grande cérémonie organisée en présence des pouvoirs publics, de respecter désormais les interdits puisque c'est ce non-respect qui a été unanimement reconnu comme la véritable cause du désastre. Plus précisément, lors d'assemblées villageoises organisées à la demande de communautés sakalava (par exemple à Andohaviana, au sud de Mahabo), les migrants essarteurs se sont vus fixer une ligne à ne pas dépasser pour leurs *hatsake*, en l'occurrence un ancien layon pétrolier, faute de quoi ils seraient l'objet d'agressions physiques.

L'effet de ces réactions sakalava paraît, à ce jour, très limité. Sous la pression des circonstances qui les incitent fortement à continuer leurs dégradations, les migrants ne semblent pas prendre trop au tragique les menaces surnaturelles (cela fait des années que tous les interdits locaux sont constamment enfreints), ni les menaces d'ordre politique (le pouvoir régional n'est toujours pas entre les mains des Sakalava et n'est pas prêt de le devenir). Quant à ce qui se passe à Andohaviana, ou ailleurs sur le même modèle, beaucoup d'indices donnent à penser que l'objectif local des autochtones sakalava consiste à écarter les migrants d'abord, pour pouvoir mieux brûler sans partage leur propre forêt.

Le processus de déforestation dans l'ouest malgache a manifestement atteint un point critique et aucun signe n'augure de son ralentissement dans un avenir prévisible, bien au contraire. Tout le monde, en effet, qu'il s'agisse de migrants temporaires ou non, liés ou non à des nécessités de survie, de Sakalava riches ou pauvres, a actuellement intérêt, à court terme, à brûler la forêt. Il ne s'agit pas (ou exceptionnellement) d'actions imposées par la nécessité de survivre, mais bien d'un processus d'accumulation rendu possible par les lois du marché.

Il est clair que les dynamiques en place conduisent droit au désastre et pas seulement à un désastre écologique dont tous mesurent l'importance. La disparition de la forêt signifierait l'implosion de systèmes de production qui ne survivent, assez mal, que grâce à la souplesse que leur confère la possibilité de « faire » du maïs et de cueillir des ignames sauvages au gré des besoins.

Il est difficile, aujourd'hui, de faire peser toute la responsabilité de la situation sur les seuls paysans essarteurs. Comment reprocher aux paysans de l'ouest d'obéir aux lois du marché, après leur avoir autrefois amèrement reproché de ne pas s'y plier, au temps où l'administration coloniale

Conclusion :
une longue
chaîne de
responsabilités

se plaignait de ce que, même en augmentant sensiblement les salaires, la main-d'œuvre sakalava refusait de se salarier ? Les essarteurs directs, migrants ou Sakalava, sont loin d'être les seuls « coupables ». Ils sont le dernier maillon d'une longue chaîne complexe qui passe par les éleveurs de porcs réunionnais, les collecteurs karana de Tuléar et Morondava, et même... les pétroliers de l'Amoco qui ne se doutaient probablement pas des conséquences négatives liées à la revente d'occasion de leurs buggies.